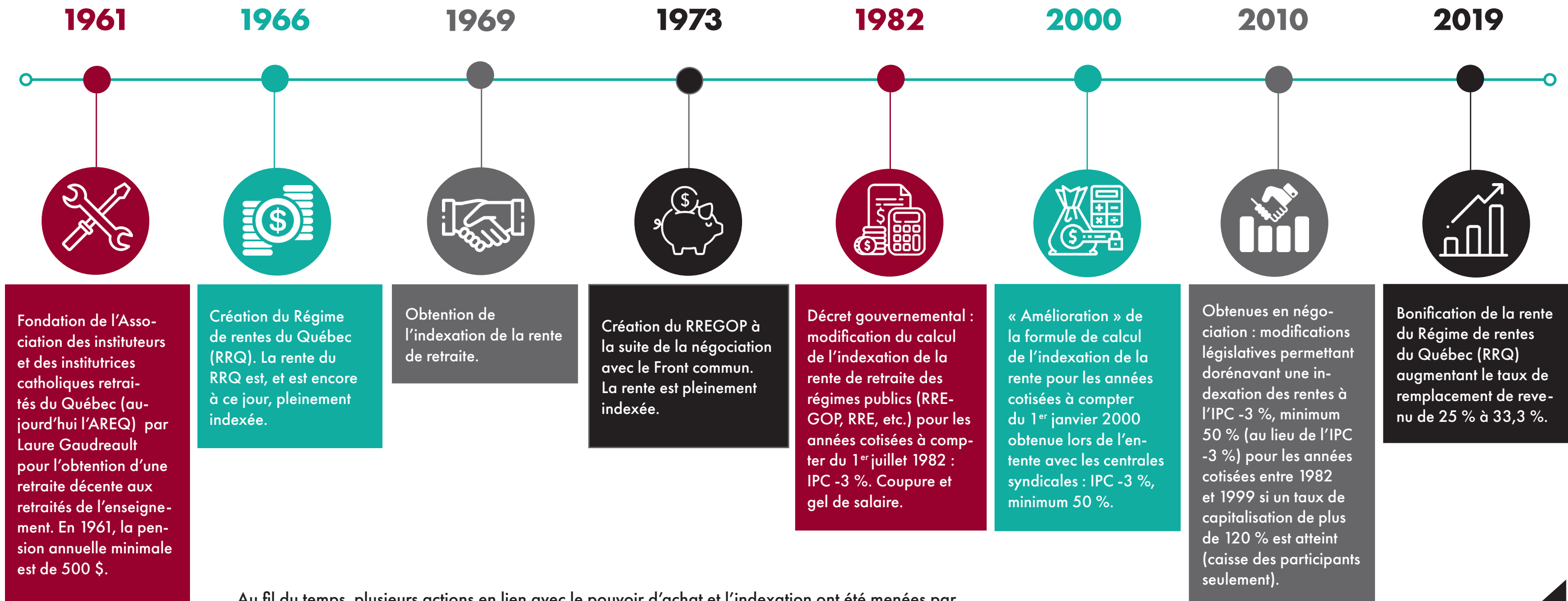


Le pouvoir d'achat à la retraite et l'indexation au cœur des actions de l'AREQ!



Au fil du temps, plusieurs actions en lien avec le pouvoir d'achat et l'indexation ont été menées par l'AREQ, tant sur les plans national, régional que sectoriel. Différentes approches de sensibilisation, de mobilisation, de dénonciation, de représentations politiques et de discussions ont été tentées en tenant compte de la conjoncture du moment. Des gains ont été obtenus, mais la lutte est loin d'être terminée.

Forte de ses expériences passées, l'AREQ continue d'élaborer de nouvelles approches pour l'amélioration de la sécurité financière de ses membres et des personnes âgées.

La page suivante illustre les principales actions menées par l'AREQ depuis plus de 30 ans. De nombreuses autres actions, non répertoriées dans le présent document, ont également été menées.

Production d'outils et prises de position

- 1985** De concert avec la CEQ, l'AREQ s'intéresse aux impacts de la désindexation
- 2003** « Opération cartes postales ». Des milliers de cartes sont expédiées au Conseil du trésor (CT)
- 2006** « Opération calcul de la contribution financière non volontaire à la société québécoise » auprès des personnes employées et retraitées
- 2007** Création du Groupe de travail des associations de retraités de l'État (GTAR) pour réclamer une table de travail permanente sur la situation financière des personnes retraitées de l'État. L'AREQ y siège (le GTAR a été aboli en 2017, à la suite de la création de la Tribune de discussion des retraités avec le CT)
- 2010** Création de l'outil de calcul de la perte de pouvoir d'achat sur le site Web de l'AREQ + envoi de courriels au Conseil du trésor
- 2010** L'AREQ revendique l'inscription automatique au Supplément de revenu garanti (SRG) pour les retraités de 65 ans et plus qui y ont droit (en vigueur depuis 2018)
- 2011** Création du comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation par la CARRA (durée du comité : 15 mois)
- 2012** Création de l'outil « L'indexation et vous » sur le site Web de l'AREQ
- 2012** L'AREQ s'oppose à l'intention du gouvernement fédéral de faire passer l'âge d'admissibilité à la PSV et au SRG de 65 à 67 ans
- 2013** Production et publication du document InfoRe-traite sur le RREGOP et les revendications de l'AREQ. Les 4 principales revendications de l'AREQ :
- Obtenir une table de travail avec le gouvernement
 - Obliger le gouvernement à verser sa part d'indexation lors de surplus actuariels
 - Fixer le surplus à 10 % plutôt qu'à 20 % pour le versement de l'indexation
 - Réclamer la pleine indexation des rentes de retraite
- 2014** Position de l'AREQ contre les propositions gouvernementales touchant la retraite en vue du renouvellement des conventions collectives des employés de l'État, notamment celle concernant la suspension de l'indexation
- 2014** Gain de cause pour l'AREQ et la CSQ concernant les personnes retraitées en 2010 visées par la révision de la rente de la CARRA. Règlement du dossier en faveur de l'ensemble des personnes visées
- 2014** Création de l'Observatoire de la retraite (OR) dont la mission est l'amélioration de la sécurité financière des retraités. L'AREQ est un des membres fondateurs
- 2016** Position de l'AREQ contre la restructuration du RRPE (suspension de l'indexation durant 6 ans et modification des formules d'indexation)
- 2017** Appui de l'AREQ à la CSQ au sujet de la bonification du RRQ lors des consultations publiques
- 2017** Création de la Tribune de discussion des retraités avec le Conseil du trésor sur les enjeux liés aux régimes de retraite des secteurs public et parapublic. L'AREQ y siège
- 2018** Production et publication du document InfoRe-traite 2018 « Prenons soin de notre RREGOP » sur l'impact de l'indexation partielle des rentes pour sensibiliser les cotisants en vue de la négociation des conventions collectives du secteur public et parapublic
- 2018** Production et publication du document « Questions à votre député » sur l'indexation des rentes de retraite et le pouvoir d'achat des retraités de l'État

Mobilisation, manifestations et représentations

- 1988** L'indexation fait partie des revendications lors de la ronde de négociations qui s'amorce. Pas de réelle ouverture de la part du gouvernement et certaines centrales syndicales n'en font pas une priorité
- 1991** Premier plan d'action élaboré par l'AREQ pour la récupération de l'indexation
- 1999** En préparation à la ronde de négociations, l'AREQ tente de convaincre le front commun de faire de l'indexation un enjeu prioritaire
- 2005** Manifestation CSQ sur la colline parlementaire en prévision de la négociation. 40 000 manifestants dont près de 1 000 membres de l'AREQ
- 2006** Tournée et ralliements aux 4 coins du Québec pour réclamer une table de travail sur l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités de l'État
- 2008** Manifestation sur la colline parlementaire pour la protection du pouvoir d'achat avec les autres associations de retraités
- 2009** Organisation d'une manifestation simultanée aux 4 coins de la province pour revendiquer la récupération de l'indexation
- 2012**
2013 Plusieurs rencontres avec le Conseil du trésor pour demander la pleine indexation des rentes de retraite
- 2015** Participation de l'AREQ à une conférence de presse sur l'amélioration des régimes de retraite publics, regroupant 12 associations de retraités
- 2017**
2018 Rencontres entre l'AREQ et la CSQ au sujet de l'indexation en vue de la ronde de négociations
- 2018** Rencontres avec 3 des 4 principaux partis politiques en période électorale (PQ, CAQ et QS) pour discuter de l'impact négatif de l'indexation partielle de la rente des retraités de l'État
- 2018** En collaboration avec 5 autres associations de retraités, organisation par l'AREQ d'un débat électoral « Quelle place pour les aînés dans le Québec d'aujourd'hui? » dont l'un des sujets porte sur la situation financière des aînés du Québec

Travaux parlementaires, mémoires et pétitions

- 2005** Dépôt d'une pétition de plus de 20 000 signatures à l'Assemblée nationale pour revendiquer l'amélioration de la situation financière des retraités de l'État dont la récupération de l'indexation des rentes
- 2007** Dépôt d'une motion à l'Assemblée nationale demandant la création d'une table de travail sur l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités de l'État
- 2007** Création par l'Assemblée nationale d'un comité de travail pour évaluer le coût de l'indexation des régimes de retraite (rapport du comité remis en 2008, mais jugé incomplet par les associations de retraités)
- 2008** Mémoire de l'AREQ présenté à l'Assemblée nationale sur le coût de l'indexation des régimes de retraite publics
- 2010** Mémoire de l'AREQ présenté à l'Assemblée nationale « Rétablir le pouvoir d'achat des personnes retraitées, c'est possible »
- 2011** Mémoire de l'AREQ présenté à l'assemblée nationale sur le projet de loi 23 pour réclamer la clause remorque pour le RRE, RRCE, RRF et que le gouvernement mette sa part advenant le versement de l'indexation pour les années cotisées entre 1982 et 1999. Suite à la commission parlementaire, nous avons obtenu gain de cause pour la clause remorque, mais le gouvernement n'est pas contraint de mettre sa part et refuse, encore à ce jour, de s'engager à le faire
- 2012** Dépôt par l'AREQ d'une pétition de 25 000 signatures pour la récupération et le maintien du pouvoir d'achat des retraités de l'État
- 2017** Commentaires de l'AREQ sur le projet de loi 126 : Loi favorisant la santé financière et la pérennité du RRPE et modifiant diverses dispositions législatives